

27 juin 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'Union européenne, ses relations avec l'Autriche, son élargissement, la mondialisation, la coopération renforcée, la proposition de l'Allemagne d'élire un président européen au suffrage universel et l'engagement européen de la Grande Bretagne, Berlin le 27 juin 2000.

Mesdames, messieurs,

Je voudrais tout d'abord saluer les journalistes allemands présents ici, les journalistes étrangers, et naturellement, les journalistes français à qui revient la responsabilité de couvrir, pour notre pays, la visite d'Etat que je viens d'effectuer avec beaucoup de plaisir en Allemagne.

J'ai beaucoup parlé depuis que je suis arrivé, je ne vais donc pas vous tenir un long propos, me réservant plutôt de répondre à vos questions. Je voudrais néanmoins dire combien j'ai apprécié l'hospitalité des autorités allemandes, le Président fédéral, le Chancelier fédéral, le Président du Bundestag et tous leurs collaborateurs qui nous ont accueillis avec, je dirais, beaucoup de chaleur et d'amitié.

Et puis, je voudrais aussi remercier ces nombreux, très nombreux allemands, Berlinois, ou hier à Hanovre, qui, dans les rues lorsqu'on circulait, avaient tous un geste amical et un sourire convivial. J'ai même entendu, ce qui m'est allé droit au coeur, bien des fois crier "allez les Bleus !", ce à quoi j'ai été naturellement très sensible. C'est donc avec beaucoup de plaisir que j'ai fait cette visite d'Etat, qui était la première depuis la réunification et la troisième depuis la fin de la guerre, ce qui marque tout de même un événement d'une certaine importance.

Voilà, je préfère répondre à vos questions plutôt que de redire ce que j'ai dit, il vaut mieux que je l'explique.

QUESTION - M. le Président, que pensez-vous d'une proposition de la présidence portugaise selon laquelle on va continuer avec les sanctions contre Vienne, tout en préparant un rapport sur le comportement du gouvernement du M. Schuessel ?.

LE PRESIDENT - Vous savez, cher Monsieur, je me suis déjà souvent exprimé, et encore tout récemment, sur ce sujet. Et je n'ai rien à ajouter. L'Europe, je le répète, c'est aussi une communauté de valeurs qui doivent être respectées. Et la présidence française s'inscrit dans le droit fil de la présidence portugaise, je ne peux pas dire autre chose.

QUESTION - Est-ce que vous pouvez préciser ce que vous voudriez mettre dans votre Constitution européenne ? Est-ce que, dans votre esprit, cela veut dire une nouvelle organisation des institutions européennes, quel rôle pour la Commission, pour le Conseil ?

LE PRESIDENT - Nous voyons bien que nous arrivons à l'un de ces nombreux tournants que l'Histoire impose aux événements et aux hommes. Avec l'élargissement, les règles du jeu ne pourront plus être les mêmes que celles que nous avons lorsque nous étions six ou plus nombreux. Et par conséquent, il faut réfléchir. Un pas va être franchi, je l'espère, à Nice avec une Conférence intergouvernementale qui devrait permettre de régler quelques problèmes

Conférence intergouvernementale qui devrait permettre de régler quelques problèmes, notamment celui des coopérations renforcées. A partir de là, il va falloir réfléchir à un certain nombre d'adaptations qui, en permanence, comme dans toute chose vivante, s'imposeront à la structure européenne. Et cela, c'est l'étape suivante.

Alors, j'ai évoqué dans mon discours de ce matin au Bundestag, et je ne vais pas y revenir en détail, les différents points sur lesquels la France estime qu'il faut réfléchir et trouver des solutions. Je ne vais pas les répéter. Tout ceci devrait permettre d'élaborer une règle du jeu qui sera une sorte de Constitution européenne, une règle du jeu adaptée et qui elle-même, naturellement, évoluera avec la vie.

Donc il serait certainement très maladroit de vouloir dire dès aujourd'hui, dans le détail, ce que nous souhaitons pour telle procédure ou telle autre. C'est une réflexion commune qui doit nous permettre d'élaborer ensemble une règle du jeu s'imposant à tous les Etats de l'Europe élargie qui constituent cette communauté de nations qui entendent avoir un destin commun.

QUESTION - Dans votre discours au Bundestag, vous avez évoqué le groupe pionnier, en disant que les membres de ce groupe devraient appartenir tous aux mêmes coopérations renforcées. Est-ce que cela veut dire qu'un certain nombre de coopérations renforcées, par exemple des coopérations régionales, sont exclues de votre perspective ?

LE PRESIDENT - Pas du tout dans mon esprit. Je crois que nous ne pourrions pas éviter, et ce ne serait pas raisonnable, que, dans l'Europe élargie, il y ait un groupe qui puisse avoir une capacité d'impulsion, un groupe ouvert naturellement. Que chacun pourra librement rejoindre. Un groupe, je l'ai dit, qui ne remettrait pas en cause, dans des coopérations renforcées, l'acquis de l'Union et ses règles essentielles, mais un groupe qui puisse donner, je le répète, l'impulsion qui s'impose, sans pour autant obliger des Etats qui, pour une raison ou pour une autre, ne souhaiteraient pas participer, à le faire. Cela, c'est le groupe pionnier ouvert. C'est le principe.

Alors, je ne dis pas du tout que, parallèlement, des coopérations ne puissent pas avoir lieu dans des domaines précis. On a évoqué par exemple une coopération entre les pays du nord pour avoir une politique nordique mieux organisée, pourquoi pas.

Je crois qu'il faut être pragmatique dans toutes ces choses. Il ne faut pas, et c'est une tentation à laquelle nous succombons trop souvent en France, c'est notre esprit cartésien, il ne faut pas vouloir faire un carcan. Nous allons discuter, nous allons élaborer tout cela en commun, mais il faut être pragmatique.

QUESTION - M. le Président, vendredi, à la veille du jour où la France va prendre la Présidence de l'Union européenne, il y aura une très grande manifestation à Millau, autour de José Bové, manifestation contre les eurocrates, contre la mondialisation, contre ce qu'on appelle, je cite, " la mal-bouffe ". Je voudrais savoir si, d'une certaine manière, vous partagez le combat de ces gens ?

LE PRESIDENT - Vous savez, c'est la caractéristique des démocraties d'organiser des débats publics et c'est toujours positif, à condition naturellement que les règles de la convenance soient respectées. Donc, je ne peux pas critiquer une telle manifestation.

Qu'elle soit orientée contre les eurocrates me paraît tout à fait excessif, car on désigne sous ces termes bien des gens qui donnent le meilleur d'eux-mêmes pour assurer la construction européenne. Et la construction européenne, il faut le rappeler en permanence à tous les Français, comme à tous les Européens, cela a un objectif clair, que seule cette méthode permet d'assurer, c'est la paix. Nous nous sommes battus dans des conditions incroyables. Moi, je pensais, lorsque j'étais devant le monument où j'ai déposé une gerbe hier aux victimes des guerres et des tyrannies du XXème siècle, à ces millions de morts, trois millions de soldats allemands et français, pour la seule guerre de 1914-1918. Et pour quoi faire ? Rien. Cela, c'est le vrai problème et le vrai danger de l'avenir. Et donc, l'essentiel c'est de garantir autant que faire se peut, et notamment par une solidarité européenne, une organisation européenne, que la paix sera garantie. Le reste, je dirai, est presque secondaire.

La paix, c'est aussi la liberté et la démocratie. L'expérience prouve que ce ne sont pas les régimes démocratiques, ceux qui sont respectueux des libertés et des droits de l'homme qui sont les plus agressifs ou les plus dangereux, naturellement, parce qu'ils sont mieux contrôlés et plus

raisonnables. Et donc, la construction européenne s'impose. Il faut bien des hommes et des femmes. Alors, probablement y a-t-il parfois, c'est évident, quelques excès suscités en particulier par des mécanismes administratifs excessifs, mais, dans l'ensemble, vouloir clouer au pilori les eurocrates me paraît une appréciation un peu facile des choses.

Quant à la mondialisation, chacun sait très bien qu'elle est inéluctable, car elle est la conséquence des progrès techniques et technologiques. Donc vouloir dire stop à la mondialisation, c'est dire : il faudrait que le soleil brille à minuit à Paris. Cela n'a pas de sens. En revanche, dire qu'il faut faire en sorte que la mondialisation soit maîtrisée, humanisée, cela c'est un autre problème, dire que la mondialisation ce n'est pas le choix de la loi de la jungle, que ce n'est pas la loi du plus fort et qu'elle doit être harmonisée, humanisée, c'est-à-dire qu'on doit faire en sorte qu'elle n'ait pas pour conséquence qu'un nombre croissant d'hommes et de femmes, ou de pays, ne pouvant pas suivre restent au bord du chemin, cela c'est capital. Et pour cela, il faut avoir la conscience d'une organisation mondiale qui permette de faire respecter ces règles, qui sont des règles d'humanisme, dans les progrès de la mondialisation.

QUESTION - Est-ce qu'on peut continuer à dire maintenant que l'élargissement c'est à partir de 2002, ou est-ce que cette grande transition dont vous avez parlé risque de repousser cet élargissement, et peut-être même qu'il faudra une autre Conférence intergouvernementale et une autre ratification ?

LE PRESIDENT - Non, pas du tout. Je voudrais rappeler que l'élargissement, ce n'est pas une décision politique. Ce n'est pas une décision prise par les Quinze, pour des raisons politiques, de dire tel pays va entrer, ou tel autre va attendre. Nous avons pris en réalité une décision qui va mettre tous les pays qui sont candidats sur la même ligne, et tous progressent ensemble. L'élargissement, c'est le résultat à la fois d'une volonté politique d'élargir, qui est celle des Quinze, qui, elle, reste sans changement, et d'une capacité essentiellement économique et sociale des pays candidats à faire les réformes et à accepter les règles du jeu qu'impose l'adhésion. Et, par conséquent, il n'y a pas lieu de prévoir un retard quelconque.

Il me serait difficile de vous dire exactement pour tel ou tel pays quand le juge, c'est-à-dire la Commission avec les responsables de ces pays, donnera un feu vert au Conseil européen pour l'admission de tel ou tel pays. Donc, il n'y a rien de nouveau pour cela, mais c'est un effort des deux côtés.

QUESTION - Hier, à l'Université Humboldt, un étudiant vous a demandé ce que vous pensez d'un gouvernement supranational. Vous avez répondu qu'il y a des pays qui n'accepteraient pas. Alors je peux penser à un pays : l'Angleterre, mais est-ce que vous pensez à d'autres pays et est-ce que la France est incluse ?

LE PRESIDENT - Les choses étant ce qu'elles sont, pour dire la vérité, je ne vois aucun pays parmi les quinze qui serait disposé aujourd'hui à mettre en place un gouvernement supranational. Je n'en vois pas.

QUESTION - Vous avez dit ce matin qu'il fallait mieux coordonner les politiques économiques entre Etats pionniers par le moyen d'un secrétariat. En même temps, il y a cette démarche pour donner plus de responsabilités à l'Euro-onze. Comment ça marche ensemble ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas dit qu'il fallait faire comme ça. L'Euro-onze fonctionne bien et les ministres des finances s'efforcent d'en améliorer le fonctionnement. M. Laurent Fabius, ici présent, pourrait répondre mieux que moi sur ce point. Les choses progressent de façon positive pour que la Banque européenne ait un interlocuteur aussi fiable que possible.

La proposition que j'ai faite, c'est une proposition parmi d'autres. J'ai ouvert un débat. Je n'ai pas imposé une solution. Alors, je dis que ce groupe pionnier, on pourrait imaginer, et certains en France en particulier ont imaginé, qu'il pourrait se transformer en un Etat fédéral. Je crois que nous ne sommes pas prêts à cela et, en tous les cas, ce n'est pas la position de la France. En revanche, dire que ce groupe pionnier doit avoir une structure intergouvernementale pour s'organiser, c'est une proposition. Nous en discuterons.

QUESTION - Vous avez parlé tout à l'heure de consulter les peuples concernant la Constitution. Est-ce que vous vouliez dire concrètement qu'il faudra un référendum, ou des référendums ?

LE PRESIDENT - Nous n'en sommes pas là. Mais je me dis que le jour où il y aura des décisions importantes, il faudra consulter les peuples.

QUESTION - Deux questions. M. Fischer s'est prononcé en faveur de l'élection d'un président européen au suffrage universel. Etes-vous pour ou contre une telle mesure ? Et, deuxième question : est-ce que M. Jospin aurait pu prononcer le discours que vous avez prononcé ce matin, de telle manière ? Vous vous êtes mis d'accord ?

LE PRESIDENT - Je ne crois pas qu'on puisse dire que M. Fischer s'est prononcé pour un Président européen. M. Fischer, dans un excellent discours, qui a eu le mérite d'arriver au bon moment, pour faire prendre conscience du problème auquel l'Europe était confrontée, de même d'ailleurs que M. Védrine, dans la réponse qu'il lui a faite, ont mis l'un et l'autre l'accent sur ce que nous devons faire et plus exactement ce que nous ne pouvions pas ne pas faire.

Alors, à partir de là, ils ont ouvert des voies. Ils n'ont rien imposé. Dans l'esprit de M. Fischer, c'était une proposition parmi d'autres et de toute façon pas pour la première période. Alors, pour ma part, je ne vous cache pas que je ne suis pas favorable à une telle mesure aujourd'hui. Je ne pense pas même que ce soit encore très réaliste. Mais laissons chacun s'exprimer librement. Et la lumière viendra d'une libre expression entre nous.

Quant à ce que j'ai dit ce matin, la France, cher Monsieur, s'exprime d'une seule voix. Je n'ai pas le sentiment que nous ayons dérogé à cette règle. Elle n'a pas l'habitude de parler de deux voix différentes, notamment quand elle s'exprime sur les problèmes de politique étrangère et, particulièrement, de politique européenne.

QUESTION - Si j'ai bien compris, vous avez désigné l'Allemagne comme étant une grande puissance. Est-ce que je dois considérer le fait de penser que la France et l'Angleterre sont des puissances moyennes ou bien devons-nous nous attendre à une nouvelle définition de ces pays ?

LE PRESIDENT - En disant que l'Allemagne est une grande puissance mondiale, je n'ai pas l'impression d'avoir inventé l'eau chaude. C'est tout simplement une évidence. Elle n'est pas la seule grande puissance. Je considère, pour ne parler de personne d'autre, que la France est aussi une grande puissance mondiale. Mais l'Allemagne, pratiquement, sur le plan économique, est la troisième puissance mondiale, c'est une grande puissance. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je dis depuis très longtemps, et la France dit depuis très longtemps, qu'il serait souhaitable, si la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU arrive à son terme, qu'en toute hypothèse, l'Allemagne, c'est la position de la France, ait un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité.

QUESTION - Je suis un journaliste de Mongolie. Je sais que vous avez été invité à visiter la Mongolie. Quand allez-vous aller dans mon pays ?

LE PRESIDENT - Je voudrais remercier votre confrère pour lui dire, et vous dire, que je suis invité et que je souhaite y aller le plus vite possible car j'ai toujours eu beaucoup d'intérêt pour l'histoire et la culture de la Mongolie, qui a marqué profondément l'histoire de l'humanité. Et puisqu'il me tend ainsi, si j'ose dire, la perche, je vais vous raconter une petite histoire que certains d'entre vous ont peut-être déjà entendu dire et qui est européenne ou à finalité européenne.

Lorsque le grand conquérant Ghengis Khan, au début du XIII<sup>ème</sup> siècle, était sur le point d'être nommé Khan de tous les Khans, il avait réuni ses chefs qui étaient probablement une trentaine, d'après l'histoire, l'histoire secrète du peuple mongole et qui avaient tous, naturellement, leurs arcs et leurs flèches. Et il est passé devant chacun, il leur a demandé une flèche et il l'a cassée, et il a continué. Et puis, il est passé une deuxième fois, il a demandé une deuxième flèche à chacun de ces chefs. Et il ne les a pas cassées, il les a mises ensemble et quand il a eu terminé, il a dit : vous voyez, personne d'entre vous ne peut casser ce faisceau de flèches. Ce qui veut dire que seuls, vous serez tous brisés, mais ensemble vous êtes invincibles.

C'est un peu la philosophie aussi de la construction européenne. Merci. Merci de m'avoir donné l'occasion de raconter ma petite histoire !

QUESTION - Monsieur le Président, comme vous le savez, Tony Blair est à Berlin jeudi soir pour un dîner avec le Chancelier. Comment est-ce que vous interpréteriez, que pensez-vous de votre discours de ce matin pour un pays comme la Grande-Bretagne qui a toujours, qui garde, disons, certaines arrière-pensées, à propos de l'intégration européenne ?

LE PRESIDENT - Je ne suis pas sûr qu'on puisse parler d'arrière-pensées. Il y a historiquement

LE PRESIDENT - Je ne suis pas sûr qu'on puisse parler d'arrière-pensées. Il y a historiquement en Angleterre un sentiment de réserve à l'égard de ce qui est européen et on peut le comprendre. C'est l'Histoire, c'est la géographie. Néanmoins, l'Angleterre joue parfaitement le jeu et tient une place importante dans la construction européenne. Je prends un exemple : elle est avec la France à l'origine de l'impulsion donnée à la politique commune de défense européenne, ce qui est très important.

Nous savons que le débat sur l'Euro devra se conclure dans les années qui viennent, dans les prochaines années qui viennent par, je crois, un référendum. Et je ne doute pas qu'en tous les cas, le gouvernement de M. Blair plaidera en faveur de l'adoption de l'Euro, semble-t-il. Je ne peux pas préjuger, naturellement. Je n'ai pas eu de confiance. Mais, enfin, je le pense, sinon il aurait purement et simplement reporté cela sine die.

L'Angleterre apporte beaucoup de choses à l'Europe. Nous avons, elle a ses propres problèmes. Eh bien, nous entendons en tenir le plus grand compte. Cela fait partie de ce débat général de la construction européenne.

Je le répète, la construction européenne n'est pas un exercice idéologique. C'est un exercice pragmatique et qui ne pourra réussir que si l'on a l'ouverture d'esprit suffisante pour tenir compte des préoccupations, des inspirations, des inquiétudes de chacun.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez discuté hier avec le BDI. Les chemins de fer allemands ont leurs problèmes avec les trains à haute vitesse. Quand un train déraile, il y a beaucoup de morts. Quand, en France, les trains déraillent, il n'y a pas de morts. Est-ce que vous pensez que vous serez celui qui exportera le système dans toute l'Europe, votre système de chemins de fer français ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, je ne suis pas un spécialiste. Je suis pour l'entente franco-allemande et je ne vais donc pas exprimer la moindre critique sur un sujet que je ne connais pas. Mais, si vous me demandez si je souhaite que le train à grande vitesse français soit exporté partout dans le monde entier, je vous dirai oui, je le souhaite.

Je vous remercie.